

**N° 5192<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI****autorisant la construction d'une antenne ferroviaire entre  
Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du  
10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(2.10.2003)

Par sa lettre du 16 juillet 2003, Monsieur le Ministre des Transports a bien voulu demander l'avis de la Chambre de Commerce au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

L'objet du présent projet de loi est de modifier le paragraphe 3 de l'article 10 modifié de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire par l'ajout à la liste des projets d'infrastructure ferroviaire d'une nouvelle position 22° concernant la construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie.

Pour rappel, l'article 10 précité avait institué un fonds spécial, dénommé „Fonds du Rail“, qui reprend les dépenses prévues par le programme d'investissement quinquennal établi par le Ministère des Transports et le gestionnaire du réseau ferroviaire, c'est-à-dire la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (SNCFL).

Conformément à la pratique usuelle, les dispositions concernant l'adaptation du montant de l'enveloppe financière aux hausses légales sont précisées.

En l'occurrence, le projet de loi précise que le coût financier du projet sous rubrique, évalué à 95.450.000 euros (hors TVA, mais incluant les coûts de planification), correspond à la valeur de 569,61 de l'indice semestriel des prix à la construction au 1er octobre 2002. L'engagement financier dépasse ainsi le seuil de 7,5 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, de sorte que l'approbation de la Chambre des Députés est nécessaire en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Les auteurs du projet de loi ont prévu de réaliser la construction en deux phases: La première consiste à réaménager l'arrêt de Belval-Usines et de réaliser un parking d'accueil à proximité de cet arrêt. La deuxième concerne la réalisation de l'antenne entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie, l'aménagement d'une nouvelle bifurcation, la construction des arrêts de Belval-Lycée, de Belvaux-Mairie et d'une plate-forme routière destinée aux échanges autobus-trains au centre de Belvaux.

Il est prévu que l'intégralité de l'antenne ferroviaire jusqu'à Belvaux-Mairie pourra être mise en service dans la deuxième moitié de l'année 2007. Les auteurs du projet de loi précisent que ce temps de réalisation serré présuppose des procédures accélérées en matière d'autorisations légales et la mise à disposition des emprises de terrains nécessaires dans les délais considérés.

Le projet de loi est accompagné d'un exposé des motifs décrivant en détail le concept d'exploitation pour réseau ferroviaire national, l'échéancier du projet, les différentes phases du projet, les équipements ferroviaires, ainsi que l'évaluation des coûts (comprise également dans la fiche financière jointe au projet).

Le présent projet de construction s'insère dans la stratégie „mobilité.lu“ approuvée par le Conseil de Gouvernement du 22 mars 2002. A travers cette stratégie, les autorités gouvernementales visent une augmentation et une amélioration de l'offre des transports en commun, afin d'atteindre un partage modal transport public/transport individuel de 25 : 75 à l'horizon 2020. Le taux de répartition actuel s'établit à 12,9 : 87,1 en moyenne nationale.

Dans son avis du 17 mars 2003 relatif au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, la Chambre de Commerce avait approuvé, dans ses grandes lignes, la stratégie „mobilité.lu“. Elle avait notamment considéré que le partage modal entre transport public et transport individuel de 25 : 75 constitue un véritable défi, qui ne peut être atteint que si l'offre des transports en commun devient plus attrayante, notamment en tenant compte des besoins de plus en plus variés et hétérogènes des usagers potentiels, et si les autorités parviennent à influencer les habitudes et les mentalités de la population.

La construction de cette antenne ferroviaire s'inscrit par ailleurs dans le contexte de la revalorisation de la friche industrielle de Belval-Ouest, qui représente un des projets d'aménagement majeurs pour le développement du Luxembourg. L'exposé des motifs précise que le projet de revalorisation prévoit de créer sur une surface d'environ 105 ha quelque 20.000 emplois ainsi que des logements pour quelque 5.500 habitants.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, la revalorisation des friches industrielles constitue une opportunité unique pour le développement socio-économique et démographique du pays au cours des prochaines décennies. En même temps, il s'agit d'un véritable défi d'un point de vue organisationnel et d'aménagement du territoire.

La Chambre de Commerce attire également l'attention des autorités sur le fait que le projet de revalorisation des friches en général et le projet de construction de l'antenne ferroviaire en particulier s'inscrivent dans un contexte de dégradation des finances publiques, et ceci sur un horizon de plusieurs années.

A l'heure actuelle, il est difficile à prévoir si tous les projets proposés dans le contexte de la reconversion des friches industrielles et de la stratégie „mobilité.lu“ pourront être réalisés dans les délais et dans l'envergure prévus initialement, à un moment où la situation financière de l'Etat était encore saine.

D'un point de vue financier, il est ainsi primordial que l'Etat, en concertation avec les acteurs économiques concernés, fixe des priorités sur base d'une analyse stricte du coût-opportunité des projets, faisant abstraction de considérations politico-politiciennes. L'évaluation des frais d'exploitation et des coûts d'entretien doit également être prise en considération lors de la planification de projets. Une fois la liste des priorités retenue, il y a lieu de procéder rapidement à la réalisation des projets afférents.

Pour ce qui est de la construction de l'antenne ferroviaire, la Chambre de Commerce estime qu'il s'agit d'un projet important pouvant promouvoir le développement socio-économique sur le site Belval-Ouest.

La présence d'un réseau de transport efficient devrait inciter de nombreux opérateurs privés d'investir sur le site. Ils pourraient ainsi contribuer à la création d'un pôle économique puissant et d'un contrepoids à la capitale et ses périphéries, favorisant par là la décentralisation tant nécessaire du point de vue de l'aménagement du territoire.

Pour ce qui est de la réalisation de l'antenne ferroviaire, la Chambre de Commerce est d'avis qu'il est indispensable que les autorités publiques en charge du projet se concertent avec l'ancien propriétaire des terrains, afin d'assurer que les travaux de construction n'entravent pas l'exploitation du site sidérurgique et vice versa et que les questions quant à l'occupation des terrains trouvent une réponse claire.

\*

Après consultation de ses ressortissants et sous réserve de la prise en compte des observations qui précèdent, la Chambre de Commerce peut approuver le projet de loi sous rubrique.